



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/SR.21
10 avril 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 21ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 1er avril 1996, à 15 heures

Président : M. VASSYLENKO (Ukraine)
puis : M. VERGNE SABOIA (Brésil)

SOMMAIRE

Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits et la dignité de tous les travailleurs migrants (suite)

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (suite)

Application de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

MESURES DESTINEES A AMELIORER LA SITUATION ET A FAIRE RESPECTER LES DROITS ET LA DIGNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS (point 11 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1996/70; E/CN.4/1996/NGO/50 et 63)

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES OU ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1996/88, 129 et 130; A/50/514)

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION (point 18 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1996/95 et Add.1 et 2 et Add.2/Corr.1; E/CN.4/1996/NGO/19 et 59)

1. M. CLEMENT (Pakistan), après avoir exprimé sa gratitude au Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, M. Amor, pour les observations qu'il a faites à la suite de sa visite au Pakistan (E/CN.4/1996/95/Add.1), indique que dans son pays les minorités représentent 3,32 % de la population et leurs membres sont des citoyens pakistanais à part entière. Cette égalité procède de la "Grande Charte" du Pakistan, en date du 23 mars 1940, de l'allocution prononcée à la première Assemblée constituante du Pakistan par le fondateur de la nation, Quaid-e-Azam Mohammad Ali Jinnah, du drapeau pakistanais (dont la couleur blanche symbolise l'inclusion et la participation égale de toutes les minorités, et l'étoile blanche dans le croissant la promesse d'un avenir prospère pour les minorités), ainsi que de l'hymne national pakistanais.

2. Le Pakistan se veut moderne, libéral et tolérant. Des membres de toutes communautés et de toutes religions occupent ou ont occupé les plus hauts postes de l'Etat. Depuis son accession, il y a 28 mois, au poste de Premier Ministre, Mme Mohtarma Benazir Bhutto mène personnellement la campagne en faveur des droits des minorités et a pris dans ce domaine un grand nombre de mesures sans précédent. Son Cabinet vient d'approuver une modification du système électoral en vertu de laquelle les membres des minorités peuvent voter pour des candidats aux sièges généraux, en sus des sièges réservés aux minorités dans les assemblées nationale et provinciales. Cette décision a été accueillie avec une grande satisfaction par les intéressés. Et un tribunal pour les personnes défavorisées, qui examinera les plaintes pour atteintes aux membres de minorités, aux femmes et aux enfants, a été créé.

3. Parmi les autres mesures prises à l'initiative du Gouvernement on peut citer l'amélioration de la représentation politique des minorités et la mise en place aux niveaux national et provincial de plusieurs structures chargées de la protection des droits des minorités comme Ministère des minorités indépendant, Commission des minorités, Conseil consultatif fédéral des minorités, Unités provinciales chargées des affaires des minorités, etc. En ce qui concerne la loi sur le blasphème, le Gouvernement a pris des mesures tendant à limiter les abus auxquels elle donne lieu.

4. Bien qu'il fasse tout son possible pour protéger les droits des minorités, le Gouvernement est confronté à des problèmes sérieux, lesquels résultent des actions de groupes extrémistes mus par le fanatisme et des objectifs politiques partisans. Ces groupes, dont certains gouvernements

occidentaux se sont servis pendant la guerre d'Afghanistan, s'attaquent aujourd'hui aux Musulmans modérés et aux minorités. Le Gouvernement pakistanais fera tout pour que ces groupes n'arrivent pas à leurs fins et pour lutter contre toutes les formes d'intolérance et toutes les formes de violence liées au trafic de drogue, aux ventes d'armes et à l'extrémisme. Il s'efforce sincèrement de promouvoir le respect des droits fondamentaux, notamment ceux des minorités, des femmes, des enfants et des personnes défavorisées, de même que l'harmonie religieuse et la tolérance.

5. Mme ANDERSON (Observatrice de l'Irlande) souligne que le tableau dressé année après année par le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse est particulièrement sombre. S'agissant de l'Iran, la persécution des communautés baha'ies et les actes de discrimination à l'encontre des chrétiens sont particulièrement préoccupants, et la délégation irlandaise appuie la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que l'interdiction frappant l'organisation baha'ie soit levée. Quant au Pakistan, le Rapporteur spécial conclut que la législation actuelle de l'Etat applicable aux minorités religieuses est de nature à favoriser l'intolérance ou à la développer au sein de la société.

6. La délégation irlandaise, qui continue à croire à l'utilité des visites du Rapporteur spécial dans les pays, insiste pour que soient mises en oeuvre les mesures d'ordre législatif, administratif et autre recommandées par le Rapporteur spécial, notamment en ce qui concerne le Tibet, où il s'était rendu en novembre 1994. Elle note avec préoccupation que les appels pressants qu'il a adressés à l'Egypte et à la Chine sont restés sans réponse.

7. Les atteintes à la liberté religieuse sont fréquentes dans les situations de conflit armé interne. Au Soudan, les agents du Gouvernement violent les droits des minorités religieuses; en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les parties au conflit ont détruit délibérément les édifices religieux; au Rwanda, des personnes qui avaient cherché refuge dans des églises ont été sauvagement massacrées.

8. Face à toutes ces situations, il importe que le Rapporteur spécial puisse accomplir son mandat avec la plus grande efficacité et, à cette fin, la délégation irlandaise propose que son action s'organise autour de trois priorités : le Rapporteur spécial devrait avant tout s'intéresser aux actes des gouvernements qui sont contraires à la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, car c'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef de promouvoir et protéger les droits de l'homme; il devrait accorder une attention particulière aux situations qui constituent les violations les plus graves du droit à la liberté de religion ou de conviction; enfin, il devrait recommander des mesures spécifiques pour remédier aux violations de ces droits. Comme les autres années, la délégation irlandaise présentera une résolution sur la question et espère que celle-ci sera adoptée par consensus.

9. M. NASSERI (Observateur de la République islamique d'Iran) attire l'attention sur les politiques et mesures extrêmement restrictives adoptées ces dernières années par les pays occidentaux à l'égard des travailleurs migrants et des demandeurs d'asile. Cette situation alarmante a ému des ONG comme Amnesty International et des organismes des Nations Unies comme le HCR.

10. La presse des pays occidentaux fait état régulièrement d'actes de violence à l'égard des étrangers. Des documents officiels de l'ONU se font aussi l'écho de ces phénomènes. Par exemple, le document E/CN.4/1995/NGO/36 décrit en détail les violations des droits des travailleurs migrants et de leurs familles aux Etats-Unis d'Amérique et attire notamment l'attention sur les incidences désastreuses de la Proposition 187 dans l'Etat de Californie. Au sein même de l'Union européenne, la gravité de la situation est reconnue et un rapport d'avril 1995 de la Commission des libertés publiques et des affaires intérieures du Parlement européen dénonce entre autres les mauvais traitements, les viols et la torture perpétrés par les forces de l'ordre contre des demandeurs d'asile ou des ressortissants de pays du tiers monde, la montée du racisme et de la xénophobie et déplore qu'aucun Etat membre de l'Union n'ait signé ou ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

11. Les politiques restrictives et répressives des pays occidentaux à l'égard des étrangers, sources de grandes souffrances, sont lourdes de conséquences à long terme en ce qu'elles engendrent la suspicion mutuelle et la haine entre les divers groupes de la société. Les gouvernements de ces pays ont la responsabilité d'enrayer les tendances xénophobes qui se développent chez eux. La Commission des droits de l'homme, quant à elle, doit être vigilante et se tenir pleinement informée. Elle pourrait demander au Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-troisième session un rapport sur la situation des travailleurs migrants et de leurs familles dans différents pays, y compris les pays occidentaux. Elle pourrait aussi demander au Haut Commissaire aux droits de l'homme de suivre la question et de lui rendre compte à sa session suivante. Ces rapports devraient faire une large place aux moyens d'inverser les tendances racistes qui s'expriment aujourd'hui avant qu'elles ne s'institutionnalisent.

12. Mme INTELMAAN (Observateur de l'Estonie) souligne la coopération qui s'est instaurée entre les organisations internationales et régionales et son pays pour l'édification d'une société pluraliste et pluriethnique, respectueuse des droits des différents groupes de la population et des minorités. L'Estonie a notamment bénéficié de l'expérience du Conseil de l'Europe et de l'OSCE en matière de protection des minorités, et il serait bon que dans ce domaine l'Organisation des Nations Unies joue aussi un rôle important. L'Estonie, qui a signé tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, accorde toute la considération voulue à l'activité des organes conventionnels. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme s'est rendu en Estonie en 1994 et a rendu compte de la situation dans ce pays dans le rapport qu'il a présenté à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

13. Pays indépendant depuis 1991, l'Estonie reconnaît les droits des membres des minorités nationales à suivre un enseignement dans leur langue maternelle. Toute personne qui s'estime victime d'une violation des droits de l'homme peut, une fois les recours internes épuisés, faire appel devant la Cour européenne des droits de l'homme ou devant le Comité des droits de l'homme. Les autorités estoniennes entendent poursuivre leur action sur la voie démocratique qu'elles ont choisie.

14. M. VIGNY (Observateur de la Suisse), se référant à la première session du Groupe de travail sur les minorités tenue en août-septembre 1995, relève deux faits positifs : premièrement, la décision du Groupe de travail de permettre la participation la plus large possible d'observateurs, que ce soit des Etats, des organisations internationales, des ONG ou des universitaires; deuxièmement, l'ouverture d'un dialogue constructif sans esprit de polémique, sur divers thèmes, idées et expériences relatifs à la protection des droits des personnes appartenant à des minorités. La délégation suisse souhaite que cet échange d'informations factuelles et objectives se poursuive lors de la deuxième session du Groupe de travail. Parmi les thèmes que traitera le Groupe de travail à sa prochaine session, trois sujets sont à mettre en avant, à savoir le rôle de l'éducation et des médias, le dialogue entre les minorités et les gouvernements, et le dialogue entre les minorités elles-mêmes.

15. Le Groupe de travail ne devrait pas s'attarder trop sur la définition des minorités. L'idée du Président du Groupe de travail, M. Eide, de parler de "catégories de minorités" est intéressante car elle permet une approche souple et évolutive de la protection des minorités, mais risque de donner carte blanche aux Etats lorsqu'il s'agira de décider quels droits spécifiques accorder à une minorité.

16. En conclusion, l'Observateur de la Suisse souhaite qu'il y ait synergie entre les activités du Groupe de travail sur les minorités et celles d'autres organes des Nations Unies, et qu'en particulier un dialogue s'instaure avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme, qui a pour mandat de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités énoncés dans la Déclaration de 1992. Dans le cadre de ce dialogue, il importe que le Haut Commissaire s'attache en priorité à des activités préventives et trouve des réponses rapides à toute situation d'urgence impliquant des questions de minorités. Le Groupe de travail devrait l'aider dans sa tâche en adoptant rapidement des recommandations à ce sujet.

17. M. Vergne Saboia (Brésil) prend la présidence.

18. Mme KALNIETE (Observatrice de la Lettonie) rappelle que la Lettonie a de tout temps été un pays pluriethnique et multiculturel. Aujourd'hui, sa population se compose d'environ 55 % de Lettons, 33 % de Russes, 4 % de Bélarussiens, 3 % d'Ukrainiens, 2 % de Polonais et de quelques autres groupes ethniques. La Lettonie est membre du Conseil de l'Europe depuis février 1995 et a signé la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités nationales. Les droits de tous les résidents, indépendamment de leur nationalité, sont garantis par la loi du 19 mars 1991 sur le développement sans restriction et le droit à l'autonomie culturelle des nationalités et des groupes ethniques de la Lettonie.

19. Les droits des citoyens de l'ex-URSS qui résident aujourd'hui en République de Lettonie sont fixés par la loi sur le statut des citoyens de l'ex-URSS qui ne sont pas citoyens de Lettonie ou d'un autre Etat, adoptée en 1995. Cette loi garantit entre autres aux intéressés le droit de quitter le pays et d'y revenir librement grâce à un passeport particulier.

20. La protection des langues et des cultures des minorités est assurée en vertu de la loi sur le développement sans restriction et le droit à l'autonomie culturelle des nationalités et des groupes ethniques de la Lettonie. Il existe dans le pays 20 associations culturelles de minorités auxquelles le gouvernement a restitué les biens qu'elles possédaient en 1940. D'autre part, considérant que l'enseignement dans les langues nationales est essentiel au maintien de l'identité culturelle, le Gouvernement letton s'efforce de développer cette tendance. A Riga, l'enseignement est dispensé dans sept écoles en polonais, en hébreu, en ukrainien, en estonien, en lituanien et en biélorusse. Les langues de l'enseignement supérieur sont le letton et le russe.

21. Il existe aussi plusieurs religions. Le gouvernement poursuit une politique de tolérance religieuse et de séparation stricte de l'Eglise et de l'Etat. Le droit de toutes les personnes résidant en Lettonie, y compris les minorités, de choisir et de pratiquer librement une religion est garanti par la loi de 1995 sur les organisations religieuses. Ces dernières pourront elles aussi, en vertu de la loi sur la restitution des biens aux organisations religieuses, récupérer les biens qu'elles possédaient en 1940.

22. Bien que la citoyenneté ne relève pas de la législation relative aux droits de l'homme, le Gouvernement letton a engagé un processus de naturalisation dont les modalités sont énoncées dans la loi de juillet 1994 sur la citoyenneté, qui a été approuvée par les experts de l'OCDE et du Conseil de l'Europe comme étant conforme aux normes internationales.

23. M. LAHELMA (Observateur de la Finlande), parlant également au nom du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède au titre du point 16 de l'ordre du jour, dit que les différents groupes nationaux, ethniques, religieux et linguistiques ont tous une contribution à apporter au développement et au caractère particulier de chaque nation. Il est donc indispensable de promouvoir et de protéger leurs droits, et l'adoption de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques en 1992 ainsi que la création du Groupe de travail sur les minorités, qui relève de la Sous-Commission constituent des décisions très importantes à cet égard.

24. La participation active de représentants des organisations de minorités et de gouvernements, à la première session du Groupe de travail en août 1995, a permis d'engager un dialogue qui ne pourra que faciliter l'intégration pacifique de ces groupes dans le plein respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats. La Finlande encourage tout particulièrement le Groupe de travail à étudier l'expérience acquise par les Etats en ce qui concerne les mesures visant à protéger l'identité des minorités et à assurer leur participation effective et pacifique à la vie de la société, et notamment leurs politiques en matière d'éducation. Elle espère que les Etats lui fourniront toutes informations voulues à cet égard. Les gouvernements des pays nordiques participeront quant à eux activement aux délibérations du Groupe de travail à sa prochaine session.

25. La délégation finlandaise compte que le Groupe de travail maintiendra des contacts étroits avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui établit actuellement un vaste programme de protection des

minorités, et que les moyens du Centre pour les droits de l'homme dans le domaine des minorités seront renforcés. Le Groupe de travail devrait aussi mettre à profit les résultats et les informations obtenus par d'autres organes de l'ONU ainsi que des organisations régionales comme le Conseil de l'Europe et le Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales.

26. En conclusion, l'Observateur de la Finlande exprime l'espoir que le Groupe de travail pourra présenter à la Commission en 1998 un rapport contenant des recommandations sur l'action que pourrait entreprendre l'Organisation des Nations Unies pour protéger les droits des minorités.

27. M. PROCHACKA (Observateur de la Slovaquie) relève qu'au cours des cinq dernières années un pas immense vers la protection des droits des minorités nationales a été accompli avec l'adoption du Document de la Réunion de Copenhague de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales. La Slovaquie a montré combien elle appréciait les résultats de cet effort en incorporant intégralement les principes relatifs à la protection des minorités nationales énoncés dans ces documents dans ses traités bilatéraux, en particulier le Traité sur le bon voisinage et la coopération amicale qu'elle a conclu avec la République de Hongrie et que le Parlement slovaque a ratifié tout récemment. Elle a aussi adopté des lois sur les minorités conformes à ces principes, notamment en ce qui concerne les droits linguistiques des membres des minorités nationales.

28. Il importe à présent que les engagements pris au niveau international se concrétisent non seulement dans la législation interne des pays mais aussi dans la vie quotidienne, étant entendu que l'équilibre doit être préservé entre les droits et intérêts des minorités nationales et ceux de l'Etat sur le territoire duquel ces minorités vivent. En effet, tout déséquilibre dans un sens ou dans l'autre - qu'il s'agisse du non-respect des droits des minorités et de l'assimilation de celles-ci ou d'une tentative de séparation de la part des minorités - risquerait d'avoir de graves conséquences pour la stabilité et la coexistence pacifique dans la région considérée.

29. M. BENJELLOUN-TOUIMI (Observateur du Maroc), prenant la parole au titre du point 18 de l'ordre du jour, rappelle que l'Organisation de la Conférence islamique compte 52 Etats membres dont les populations sont pour la plupart de religion, de culture et de civilisation musulmanes. Le message de l'islam s'est toujours affirmé comme un appel à un nouvel ordre mondial fondé sur l'unité du genre humain, ce qui suppose l'abolition de la notion de race, de couleur et de langue, l'unité de la foi et du message divin et l'unité des enjeux et objectifs. Il est donc regrettable que depuis quelques années, l'Occident ait une vision déformée de l'islam, alors que c'est fondamentalement une religion de tolérance qui prône le dialogue et exclut l'extrémisme et les excès. La position des musulmans est pourtant claire : ils rejettent la violence sous toutes ses formes, condamnent vigoureusement l'extrémisme et le terrorisme, et appellent au dialogue et à la concertation en vue de rechercher les dénominateurs communs qui permettraient à toutes les civilisations de coexister dans la paix.

30. En réalité, il n'existe pas de problème de l'islam et le noeud de la question réside dans l'accumulation des séquelles des périodes coloniales qu'ont vécues les Etats musulmans qui font partie du tiers monde, dont ils partagent les problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels. Le moment est venu de dépasser une manière de penser qui n'a plus de raison d'être et d'envisager l'avenir dans un esprit de coopération et d'entente sans complexes d'aucune sorte.

31. La délégation marocaine réaffirme que le véritable islam ne constitue ni un danger, ni une menace d'aucune sorte pour l'Occident. Rien dans l'islam ne justifie qu'il soit regardé en ennemi, ou soupçonné d'extrémisme, de terrorisme ou de refus du dialogue. Elle souhaite donc qu'il soit mis fin à la chasse aux sorcières et espère que le monde fera preuve de tolérance et d'objectivité envers l'islam et instaurera des relations de confiance avec cette religion en reconnaissant son véritable esprit.

32. M. PETRESKI (Observateur de l'ex-République yougoslave de Macédoine) note avec satisfaction que les premiers travaux du Groupe de travail sur les minorités ont été couronnés de succès et sont encourageants pour tous ceux qui cherchent à promouvoir et protéger effectivement les droits des minorités. C'est dans cet esprit que l'ex-République yougoslave de Macédoine propose que soit réalisée une étude comparative sur la situation des minorités nationales dans les Balkans, qui devrait permettre de cerner les problèmes auxquels se heurtent ces minorités et de dégager les solutions qui pourraient y être apportées. Cette proposition a été appuyée entre autres par le Rapporteur spécial de la Commission sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie, Mme Elisabeth Rehn, ainsi que par le Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, M. Max van der Stoep.

33. La situation des minorités nationales dans les Balkans est indissociablement liée au développement des relations entre les pays de cette région, d'où la nécessité d'un dialogue et d'une coopération suivis entre eux sur les questions relatives aux minorités nationales, dans le but de préserver la stabilité de la région. La réalisation de cette étude comparative offre une occasion exceptionnelle de dialogue en ce sens. Ce ne sera certes pas tâche aisée compte tenu de la diversité de statut des minorités, mais le Groupe de travail sur les minorités serait certainement l'instance la mieux placée au sein de l'ONU pour examiner ce projet et les moyens de le réaliser. Il serait utile à cet égard qu'il coopère avec des organisations régionales comme l'OSCE et le Conseil de l'Europe.

34. M. EGUZ (Observateur de la Turquie) dit que la question des travailleurs migrants, examinée au titre du point 11 de l'ordre du jour, constitue l'un des problèmes de droits de l'homme les plus complexes, qui touche des millions de personnes vivant depuis des années en Occident sans aucune protection. C'est le cas notamment de quelque 2,7 millions de citoyens turcs dont plus de la moitié vivent en Europe occidentale depuis plus de vingt ans.

35. Le premier problème auquel se heurte le travailleur migrant est celui de l'absence de statut. En effet bien qu'il participe dans tous les domaines à la vie du pays dans lequel il réside, il y est toujours considéré légalement comme un étranger, qui n'a donc pas les mêmes possibilités d'accès à l'emploi,

à l'éducation et au logement que les autres citoyens, et il est généralement victime de discrimination directe ou indirecte fondée notamment sur la race et l'origine ethnique. Il devient ainsi la principale cible de la xénophobie et de la violence raciale et vit dans la crainte de faire l'objet de mesures de harcèlement, voire d'être tué ou de voir sa maison incendiée. Un grand nombre de travailleurs turcs ont ainsi perdu la vie dans des pays d'Europe occidentale au cours d'odieus actes de violence de ce type. Il est pour le moins paradoxal que dans le monde contemporain, qui prône les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, on assiste à une telle résurgence du racisme et de la xénophobie.

36. La délégation turque est convaincue que seule l'application de politiques d'intégration, et non d'assimilation, permettra de résoudre les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs migrants. Un élément important de ce processus d'intégration serait de permettre à ces personnes de participer à la vie politique du pays dans lequel elles résident et donc de leur accorder le droit de voter et d'être élues lors des élections locales. Il faudrait aussi leur donner la possibilité d'acquérir la double nationalité. Il est à noter à cet égard que la Turquie a accepté ce principe en 1981 en modifiant ses lois sur la nationalité.

37. M. LE LUONG MINH (Observateur du Viet Nam) déclare que plus de 50 groupes ethniques coexistent sur le territoire vietnamien et que près du tiers de la population pratique l'une des dix religions recensées dans le pays. Tout au long de son histoire, la nation vietnamienne n'a jamais eu à faire l'amère expérience de la haine et du conflit interethnique ni de l'intolérance religieuse ou de la discrimination; c'est une tradition nationale que l'Etat et le Gouvernement vietnamiens se sont toujours efforcés de préserver. Ainsi, l'article 5 de la Constitution de 1992 énonce le principe de l'égalité de tous les groupes ethniques et leur droit d'utiliser leur langue et leur écriture, et de préserver leur identité et leurs traditions. Quant à l'article 70, il garantit le droit de tout citoyen vietnamien de professer ou de ne pas professer une religion et l'égalité entre toutes les religions. Divers décrets et ordonnances ont été promulgués pour assurer l'application effective de ces dispositions et punir ceux qui ne les respecteraient pas. En fait, les membres de minorités ethniques non seulement jouissent de l'égalité mais ils ont aussi la priorité dans les domaines économique, culturel, de l'éducation et de la santé, priorité qui sera réaffirmée dans le plan de développement socio-économique en cours d'élaboration pour l'horizon 2000 et au-delà. D'autre part, au Viet Nam tous les lieux de culte sont protégés par l'Etat et toutes les grandes religions possèdent leurs propres écoles.

38. L'égalité de tous les groupes ethniques et l'exercice de la liberté de religion et de conviction, en droit et en fait, sont des réalités que nul ne peut objectivement nier. Malheureusement certains Vietnamiens vivant à l'étranger refusent de le reconnaître et viennent répéter devant la Commission les allégations dénuées de tout fondement formulées dans leurs "communications". Il serait temps que la Commission prenne des mesures pour mettre fin aux tentatives de ceux qui cherchent à politiser les questions relatives aux droits de l'homme.

39. Le Gouvernement vietnamien continuera à prendre des mesures efficaces pour garantir le droit des Vietnamiens à la liberté de religion dans le cadre de la politique de rénovation et de renforcement de la primauté du droit qu'il a entreprise et qu'il pourra mener à bien s'il bénéficie de la coopération et de la compréhension voulues.

40. M. MIRCEA (Observateur de la Roumanie) dit que la question des droits des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques bénéficie maintenant d'un cadre bien établi qui est constitué, au niveau international, par la Déclaration de 1992 et les documents de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et, au niveau européen, par la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.

41. A travers ces documents, les Etats sont convenus du fait que les personnes appartenant aux minorités doivent, d'une part, pouvoir jouir de leur propre culture, pratiquer leur propre religion et utiliser leur propre langue en privé et en public, tous droits découlant de la dignité et de la liberté reconnues à chaque être humain, mais aussi, d'autre part, s'abstenir, dans l'exercice de ces droits, de porter atteinte à l'intégrité territoriale, à l'unité et à l'indépendance politique des Etats.

42. Nonobstant l'acceptation générale de ces principes fondamentaux, certains essaient encore çà et là de les remettre en cause en arguant que les personnes appartenant aux minorités devraient bénéficier de "droits collectifs", ou jouir de l'autonomie "culturelle, territoriale ou personnelle", voire même du droit à l'autodétermination.

43. Même si de telles assertions ne trouvent pas l'écho escompté, elles restent dangereuses à plusieurs égards car elles contribuent à entretenir la méfiance et la haine entre les différentes communautés ethniques, religieuses et linguistiques qui composent la plupart des Etats et elles masquent très souvent des revendications territoriales et des objectifs politiques.

44. La meilleure façon de les combattre est sans doute de promouvoir avec plus de force encore, dans toutes les réunions et les activités concernant les minorités, les normes et les règles universellement reconnues. Il faudrait aussi encourager la formation d'une culture des droits de l'homme dans toutes les sociétés nationales et s'attacher à promouvoir la tolérance sous tous ses aspects en dissipant l'idée dangereuse selon laquelle la reconstitution de zones ethniquement pures est inévitable. Il faudrait également mettre l'accent sur le lien entre les droits de l'homme, y compris les droits des minorités, d'une part, et la démocratie et le développement, d'autre part. Enfin, il faudrait se pencher davantage sur les devoirs qui découlent, pour les personnes appartenant aux minorités, de leur qualité de citoyen d'un Etat et réfléchir aux solutions pratiques qui pourraient être proposées en matière d'intégration.

45. La Roumanie, en tant que partie à la quasi-totalité des instruments internationaux pertinents, a édifié un cadre législatif, institutionnel et pratique permettant d'assurer la protection de l'identité ethnique, culturelle et religieuse de toutes les minorités vivant sur son territoire. Elle souligne

toutefois que la restauration des privilèges dont certains groupes minoritaires ont bénéficié par le passé n'est plus de mise dans un Etat de droit, démocratique.

46. M. ARIF (Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques) dit que son organisation, qui a toujours lutté contre la discrimination frappant les minorités ethniques, religieuses et linguistiques, se réjouit des progrès accomplis dans le monde vers la reconnaissance de l'égalité des droits pour tous les êtres humains.

47. A cet égard, le Pakistan est peut-être le seul pays qui fasse encore exception, en pratiquant une discrimination raciale et ethnique à grande échelle contre une minorité très importante, la nation mohajir. Les Mohajirs, qui sont venus au Pakistan à l'époque où celui-ci faisait encore partie de l'Inde, se distinguent du reste de la population par leur culture, leur civilisation, leur langue et leurs aspirations esthétiques et artistiques. Ils représentent actuellement plus de 50 % de la population totale de la province du Sind. Le Gouvernement pakistanaïse pratique à leur égard une discrimination systématique tant sur le plan social que sur le plan politique, où il s'en prend à leur seul parti représentatif, le mouvement Quami Mohajir. La représentation des Mohajirs aux assemblées nationale et provinciales est artificiellement réduite par un découpage habile des circonscriptions électorales et par une manipulation des chiffres du recensement qui aboutit à sous-estimer l'importance de la population mohajir.

48. Le gouvernement écarte systématiquement les Mohajirs de la fonction publique et de la police afin de réduire leur influence et leur pouvoir dans le pays. De même, les magistrats et les juges mohajirs sont régulièrement remplacés par des non-Mohajirs.

49. M. Arif espère que la dénonciation de ces faits contribuera à éveiller la conscience mondiale. Il lance un appel à la Commission pour qu'elle nomme un rapporteur spécial sur le Pakistan qui serait chargé d'enquêter sur la discrimination et les persécutions systématiques dont la nation mohajir fait l'objet.

50. M. CUNNIAH (Confédération internationale des syndicats libres) regrette que l'intérêt marqué pour la question des migrations lors de la Conférence internationale sur la population et le développement ou encore lors du Sommet mondial pour le développement social ne se soit pas traduit par davantage de mesures concrètes au niveau des pays. Alors que l'on compte actuellement près de 40 millions de travailleurs migrants dans le monde, sept pays seulement ont signé ou ratifié jusqu'ici la Convention internationale de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Pis encore, les mouvements anti-immigration prennent de l'ampleur dans de nombreux pays. La montée de la xénophobie et du racisme en Europe est particulièrement préoccupante. Bien des gouvernements ont tendance à oublier que les immigrants sont venus chez eux parce qu'il y avait une demande de main-d'oeuvre. Cette attitude, qui revient à considérer la main-d'oeuvre immigrée comme un produit d'importation à bas prix, favorise les activités des intermédiaires malhonnêtes et des trafiquants.

51. Parmi les régions où les violations des droits des travailleurs migrants sont les plus flagrantes, celle du Golfe détient un triste record. Chacun se souvient du cas de Sarah, la jeune employée philippine condamnée pour avoir tué son employeur qui l'avait violée.

52. Il serait grand temps que les gouvernements considèrent la question des migrations comme un élément important du développement économique et social, plutôt que comme un problème, et établissent à cet égard un système ordonné garantissant le respect des droits des travailleurs migrants et de leur famille. La migration profite à la fois aux pays d'origine des migrants et aux pays d'accueil.

53. Compte tenu de l'ampleur des migrations, de la gravité des abus commis et de la dimension internationale du problème, il faudrait que la Commission des droits de l'homme se penche très sérieusement sur cette question. Elle pourrait commencer par lancer un appel à tous les gouvernements pour qu'ils ratifient et appliquent les instruments internationaux sur la protection des droits des travailleurs migrants.

54. M. NAZIRI (Mouvement international des Faucons) dit que le principe de la liberté de religion ne doit pas conduire à des dérives politiques. L'actualité est malheureusement riche d'exemples dans lesquels l'extrémisme religieux conduit au terrorisme. Cela devient particulièrement grave lorsque cet extrémisme reçoit l'aide et le soutien évidents d'un Etat. Au mépris de tous les préceptes de l'islam qui est une religion de compassion et de tolérance, les dirigeants actuels de l'Iran apportent ouvertement leur appui aux groupes islamiques palestiniens et applaudissent aux attentats commis en Israël. A l'intérieur du pays, l'intolérance fondée sur la religion d'Etat est dirigée aussi bien contre les musulmans que contre les non-musulmans. Ainsi, des tribunaux spéciaux ont été constitués pour réprimer les membres du clergé chiite qui contestent la version officielle de l'islam. Quant aux sunnites, chrétiens, juifs ou membres d'autres minorités religieuses, ils ont de plus en plus de mal, quoi qu'en dise le gouvernement, à se faire représenter au Parlement. Sous le régime de Khomeiny et de ses héritiers, le nombre d'Iraniens non musulmans a diminué de 35 %, car nombre d'entre eux ont dû s'expatrier.

55. La communauté internationale ne peut pas garder plus longtemps le silence face à cette tragédie. Il est temps de faire preuve de fermeté et de mettre fin à ces pratiques.

56. M. FRIEDMAN (Comité de coordination d'organisations juives) appelle l'attention de la Commission sur les dérapages auxquels on assiste actuellement dans l'utilisation de certaines technologies de communication comme l'Internet, qui risquent d'anéantir tous les efforts entrepris pour promouvoir la tolérance et la compréhension entre les différents groupes ethniques, religieux et linguistiques à travers le monde. Le réseau Internet est de plus en plus utilisé par des groupes extrémistes, racistes et antisémites pour y déverser des informations haineuses qui peuvent ensuite être reproduites au moyen d'ordinateurs personnels et diffusées localement. Malheureusement, ces "programmes" ne sont pas interactifs et il n'est pas possible de confondre publiquement leurs auteurs ou d'apporter un démenti aux informations fournies. La propagande néonazie, en particulier, est très

pénible pour les survivants de l'holocauste et leurs familles. C'est là un problème qui concerne l'ensemble de la communauté internationale et auquel il faut s'attaquer pendant que l'Internet n'en est encore qu'à ses débuts. La Commission, qui a pour mandat de promouvoir la tolérance, l'éducation en matière de droits de l'homme et l'élimination du racisme, a une responsabilité particulière à cet égard et devrait participer à des activités de contrôle et de recherche concernant l'Internet, et promouvoir l'adoption d'une législation internationale permettant d'en réglementer l'usage.

57. Mme FAUCHERE (Confédération mondiale du travail) dit que les travailleurs migrants continuent à être traités de manière inacceptable dans plusieurs régions du monde, y compris en Europe où ils sont souvent exploités. Ces faits sont confirmés par des études du BIT. L'exploitation de la main-d'oeuvre étrangère est favorisée par la prolifération d'agences internationales de recrutement, qui se livrent à toutes sortes de trafics et considèrent les individus comme de simples marchandises.

58. La situation des travailleuses immigrées est encore pire que celle de la main-d'oeuvre masculine. Ce sont elles qui occupent les emplois les plus précaires et les plus méprisés, et beaucoup d'entre elles subissent des mauvais traitements tant psychologiques que physiques, y compris dans des villes comme Genève, Paris, Londres ou Bruxelles. Le Moyen-Orient et l'Asie sont les plus grands consommateurs de main-d'oeuvre féminine immigrée à bon marché.

59. Une autre pratique sinistre et de plus en plus répandue est la prostitution forcée, qui consiste à recruter des femmes sous contrat pour un prétendu emploi et à les obliger ensuite à se prostituer. Si certains gouvernements de pays d'origine se sont alarmés de cette situation, d'autres préfèrent fermer les yeux, car l'argent envoyé au pays par les migrants représente une rentrée de devises appréciable. Pour eux, la main-d'oeuvre n'est qu'un produit d'exportation parmi d'autres.

60. La Confédération mondiale du travail considère que l'émigration devrait être un choix librement consenti et que chacun devrait avoir le droit de vivre et de prospérer dans son propre pays. Elle exhorte donc tous les membres de la Commission et tous les gouvernements qui y sont représentés à ratifier et surtout à appliquer la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

61. Mme KVERNADZE-MURRAY (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) dit que, parmi les travailleurs migrants, les femmes sont encore plus exposées à l'exploitation que les hommes. Dans sa résolution 49/165 de 1994, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est inquiétée des pratiques abusives dont elles font l'objet. Le plus souvent employées comme domestiques, les femmes immigrées ont de très bas salaires et des conditions de travail très dures et sont exposées à toutes sortes d'exactions physiques et mentales.

62. Une action est nécessaire de la part non seulement des gouvernements des pays hôtes, qui doivent reconnaître leurs responsabilités dans la protection des droits de la main-d'oeuvre immigrée et adopter à ce sujet une législation appropriée, mais aussi des pays d'origine qui doivent informer avec précision leurs ressortissants sur les conditions d'emploi à l'étranger. Ces derniers

pays pourraient aussi nommer auprès de leurs ambassades des conseillers spéciaux pour les travailleurs migrants, qui seraient chargés de surveiller la situation de leurs migrants et de défendre leurs droits le cas échéant.

63. Les gouvernements des pays d'origine et des pays hôtes devraient coopérer pour contrôler les activités des agences de recrutement et imposer des sanctions à celles qui se livrent à un trafic.

64. L'action des ONG, qui apportent aide et conseils aux travailleurs migrants et facilitent leur intégration par différentes activités devrait être encouragée. Enfin, il est très important que les instruments internationaux visant à assurer la protection des travailleurs migrants soient renforcés. Aucun des principaux pays employant de la main-d'oeuvre étrangère n'a encore ratifié la Convention de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de la famille. L'Organisation des Nations Unies, et en particulier le Centre pour les droits de l'homme, ainsi que l'OIT, doivent impérativement se préoccuper de ce problème et encourager les gouvernements à adhérer à cette convention.

65. M. CAMACHO (Commission de défense des droits de l'homme en Amérique centrale) déclare que la situation des travailleurs migrants d'Amérique centrale se détériore. Même si l'on peut saluer certaines avancées, au niveau régional, telles la création d'organes consultatifs et la décision de tenir le trafic des personnes en situation illégale pour un délit pénal, la migration continue à être source d'enrichissement illicite pour les uns, mais de souffrances pour les autres. On peut d'autant plus déplorer que ni les pays d'Amérique centrale ni des pays qui, comme les Etats-Unis, reçoivent des travailleurs n'aient accédé aux demandes formulées dans la résolution 45/158 de l'Assemblée générale et la résolution 1993/89 de la Commission, en adhérant à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou en ratifiant celle-ci.

66. Il y a certes eu un progrès, notamment avec la signature entre le Costa Rica et le Nicaragua d'un accord en vue de la délivrance de permis de travail saisonniers. Mais il est dommage que le mécanisme prévu ait donné lieu à certains abus; il présente aussi l'inconvénient d'exclure les membres de la famille du migrant. Cette expérience fait bien ressortir toute la difficulté du problème.

67. Les Etats-Unis, de leur côté, envisagent des mesures restrictives comme la Proposition 187 de l'Etat de Californie, qui limiterait l'accès des écoles aux enfants de nationalité américaine ou résidant légalement dans ce pays. Le candidat aux élections primaires à la présidence des Etats-Unis, Patrick Buchanan, préconise par ailleurs un moratoire de l'immigration légale et la construction d'un mur à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, et le Gouvernement américain lui-même envisage de réduire substantiellement le nombre des permis de séjour délivrés par les autorités.

68. Pour les pays d'Amérique centrale, l'expulsion des travailleurs migrants et leur rapatriement forcé sont un processus coûteux, qui déplace les problèmes sans les résoudre. La Commission de défense des droits de l'homme en Amérique centrale exhorte donc la communauté internationale à reconnaître les causes économiques et sociales du phénomène des migrations et à mobiliser les

ressources nécessaires pour y remédier. Tous les pays souhaitant adhérer à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en l'an 2005 devraient, en outre, ratifier la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

69. M. BUSDACHIN (Transnational Radical Party) dit que son organisation est préoccupée par les nombreuses violations des droits fondamentaux, et en particulier du droit à la liberté de religion, dont le Rapporteur spécial M. Amor fait état dans son rapport (E/CN.4/1996/95 et Add.1 et 2). Souvent, les pays qui violent la liberté de religion appliquent aussi la peine capitale. Le Transnational Radical Party accueille donc avec satisfaction la décision de l'Ukraine de renoncer à la peine capitale et il continuera d'oeuvrer pour que l'Assemblée générale des Nations Unies prononce un moratoire sur l'application de ce châtiment barbare.

70. Le sort des musulmans au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Yougoslavie, des chrétiens au Soudan, en Indonésie, en Chine et au Pakistan, des bouddhistes en Birmanie et au Viet Nam, des baha'is en Iran et, surtout, des Tibétains est des plus inquiétants. Car il ne suffit pas que les gouvernements ratifient des conventions internationales; encore faut-il qu'ils les appliquent concrètement.

71. En dépit de la résolution adoptée dès 1991 par la Sous-Commission pour préserver les droits fondamentaux au Tibet, il y reste des centaines de prisonniers d'opinion, dont une grande majorité de moines et de nonnes. Le nouveau Panchen Lama reconnu le 14 mai 1995 par le Dalaï Lama a disparu. Ce garçonnet de six ans serait le plus jeune prisonnier politique du monde ! Les autorités chinoises se contredisent d'ailleurs en qualifiant d'une part la religion d'"opium", puis en prétendant avoir l'autorité religieuse voulue pour reconnaître le deuxième dirigeant spirituel du peuple tibétain.

72. Le Transnational Radical Party exhorte donc la Commission à aider par tous les moyens le Rapporteur spécial à s'acquitter de son mandat et demande aux gouvernements d'inviter le Rapporteur spécial à se rendre dans leur pays pour y étudier la situation du point de vue de la liberté de religion.

73. M. MASSON (Union mondiale pour le judaïsme libéral) dit que si le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse doit être salué pour son intégrité et sa sagesse, il est surprenant en revanche qu'il juge la question de l'élaboration d'une convention internationale "nécessaire mais prématurée" (E/CN.4/1996/95, par. 69). Après tant de massacres au nom de la religion, n'est-il pas temps de traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité, qui ne sévissent pas seulement dans l'ex-Yougoslavie ? La recrudescence des hostilités le long des frontières sud du Liban et les appels à la violence du Hamas sont alarmants eux aussi.

74. Comme le souligne le Rapporteur spécial, pour éliminer l'intolérance et la discrimination, il est indispensable de séparer la religion de la politique. La voie de la paix et du respect des droits fondamentaux passe par un pluralisme juste, respectueux et universellement accepté dans ces deux domaines.

75. Il faut espérer que la Commission et le Centre pour les droits de l'homme recevront tout le soutien moral et financier dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mandat. Enfin, il conviendrait de proclamer une journée internationale de la liberté de religion et de conviction.

76. Mme NORZOM (Société pour les peuples menacés) dit que son organisation est particulièrement préoccupée par la violation de la liberté de religion des bouddhistes au Viet Nam, en Birmanie et dans la région des Chittagong Hill Tracts au Bangladesh, des chrétiens au Soudan, en Chine et au Pakistan, des baha'is en Iran et des musulmans dans l'ex-Yougoslavie. Elle pense, comme le Rapporteur spécial, que la liberté de religion doit être garantie par la loi, mais que pour la faire respecter il faut aussi cultiver la tolérance.

77. Au Tibet, la Chine a cherché à assimiler le peuple tibétain en sapant les fondements du bouddhisme. Dès 1990, les autorités chinoises ont décidé secrètement de restreindre la pratique religieuse au Tibet et en juillet 1994 les hauts responsables chinois ont approuvé officiellement plusieurs mesures à cet effet. Alors que le Dalaï Lama avait reconnu, en mai 1995, le onzième Panchen Lama, les autorités chinoises n'ont pas hésité à désigner, le 8 décembre 1995, un autre garçonnet tibétain comme la prétendue "réincarnation" du dixième Panchen Lama. La Société pour les peuples menacés demande donc instamment à la délégation chinoise d'indiquer où se trouve le onzième Panchen Lama, qui a le douteux privilège d'être le plus jeune prisonnier politique du monde. La communauté internationale, et notamment la Commission, doivent reconnaître qu'en agissant ainsi, la Chine s'est immiscée dans les affaires religieuses du Tibet et a violé une tradition religieuse séculaire.

78. Le PRESIDENT invite les délégations qui le souhaitent à exercer leur droit de réponse.

79. Mme GABR (Egypte) dit que la délégation irlandaise s'est trompée lorsqu'elle a affirmé que le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse n'avait reçu aucune réponse de l'Egypte. La vérité est qu'il a bien reçu les informations voulues, mais qu'il n'a pas eu le temps de les prendre en considération dans son rapport. L'Irlande aurait dû vérifier ses informations en s'adressant soit au Centre pour les droits de l'homme soit directement à la délégation égyptienne.

80. Une organisation non gouvernementale a déclaré à une précédente séance qu'en Egypte les chrétiens coptes étaient considérés comme une minorité nationale et étaient victimes d'une discrimination. Or, les chrétiens coptes disent eux-mêmes qu'il ne faut pas les considérer comme une minorité nationale. La liberté de religion de chacun est garantie dans la Constitution égyptienne de 1956, et la loi égyptienne n'exige la conversion de personne à une autre religion. Seuls sont sanctionnés les agissements menés au nom de la liberté de religion pour fomenter des troubles.

81. La représentante de l'Egypte se demande aussi pourquoi certaines ONG ont évoqué le cas de Mme Al-Safty. En effet, ni cette personne ni sa famille n'ont porté plainte et aucune sanction n'a été prise par les autorités égyptiennes.

Enfin, le Gouvernement égyptien tient à confirmer qu'il assure la sécurité des lieux de culte et qu'il s'attache à préserver tous les éléments du patrimoine culturel et religieux.

82. Mme INTELMANN (Observatrice de l'Estonie) tient à apporter des précisions suite à l'intervention de la Fédération de Russie à la séance précédente. En Estonie, il n'y a pas d'église d'Etat, et l'Eglise et l'Etat sont séparés. Le gouvernement ne prend donc pas parti dans les affaires concernant les églises ou le droit canon.

83. La question de l'Eglise orthodoxe estonienne relève exclusivement des patriarches de Moscou et de Constantinople. Le 20 février, les autorités orthodoxes ont fait savoir que Constantinople prenait en charge les affaires de l'Eglise orthodoxe d'Estonie, comme elle l'avait déjà fait du temps de l'indépendance du pays avant la deuxième guerre mondiale. A ce jour, 50 paroisses sur environ 80 ont déclaré se soumettre à Constantinople. Mais le problème est que l'Eglise orthodoxe dépendant de Moscou refuse de se faire enregistrer auprès des autorités estoniennes, comme le veut la loi, et demande à être proclamée comme seule Eglise orthodoxe d'Estonie. La liberté de religion est toutefois un principe absolu, auquel il ne saurait être dérogé.

84. Les droits en matière de propriété sont fixés par la loi, qui prévoit la restitution des biens confisqués du temps de l'occupation soviétique. Il n'y a pas d'exception particulière pour les biens ecclésiastiques et les problèmes éventuels sont réglés devant les tribunaux. Mais de toute façon le Gouvernement estonien n'intervient pas et n'interviendra pas dans ces divers domaines. Il semble que la Fédération de Russie tente simplement de politiser la question.

85. M. ASSADI (Observateur de la République islamique d'Iran) dit qu'encore une fois les Etats-Unis se comportent de façon ignoble en réservant leurs critiques à certains Etats et en demandant aux autres de se joindre à eux pour condamner l'Iran. Le rapport du Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse, M. Amor, sur sa visite en République islamique d'Iran (E/CN.4/1996/95/Add.2) qui parle de lui-même, fait état d'une nette amélioration de la situation et les autorités iraniennes sont prêtes à continuer de coopérer avec le Rapporteur spécial. Le représentant des Etats-Unis aurait donc intérêt à lire ce rapport attentivement, en entier et avec objectivité ! La République islamique d'Iran, qui a volontairement invité le Rapporteur spécial à se rendre chez elle, propose aux Etats-Unis d'inviter eux aussi le Rapporteur spécial pour qu'il puisse faire le point de la situation et présenter un rapport à la Commission, et d'encourager leurs alliés, grands et petits, à en faire autant. La Commission disposerait ainsi d'une base plus objective et moins sélective pour examiner ce point de l'ordre du jour.

86. M. CHOEGYAL (Chine) dit qu'en parlant de violations des droits de l'homme au Tibet et en affirmant que la Chine pratique une politique d'immigration systématique au Tibet pour détruire la culture tibétaine, certaines ONG s'ingèrent dans les affaires de la Chine et cherchent à nuire à son unité.

87. En tant que Tibétain, M. Choegyal tient à exposer la réalité. La population chinoise comprend de nombreuses nationalités et le peuple tibétain a les mêmes droits que tous les autres. Les conditions de vie au Tibet étant particulièrement difficiles, depuis 1991 le Gouvernement chinois a fourni une aide équivalant à 1,5 milliard de dollars. Sur les 62 projets qu'il avait été décidé d'entreprendre en juillet 1994, une quarantaine ont déjà été menés à bien, pour un montant de plus de 3 milliards de yuan. Les autorités chinoises ont aussi beaucoup fait pour protéger le patrimoine culturel tibétain, en particulier pour restaurer le palais du Potala.

88. Les conditions de vie des Tibétains se sont beaucoup améliorées. Selon les résultats du quatrième recensement (1990), le Tibet comptait 2 196 000 habitants, dont 95 % de Tibétains. De 1950 à 1990, la population a donc doublé, avec un taux de croissance démographique sans précédent dans l'histoire du Tibet.

89. Tout cela montre que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont protégés au Tibet et que la prétendue immigration à grande échelle qui y serait organisée par la Chine est un mensonge concocté par des ONG qui attaquent systématiquement la Chine en utilisant des compatriotes tibétains.

La séance est levée à 18 heures.
